

WALCOURT

# Améliorer la mobilité en zone rurale

Les problèmes de mobilité entraînent un isolement social, des difficultés d'emploi et d'accès aux loisirs. Des initiatives seront prises.

• Daisy GÉRARD

Ce mercredi 29 février, le groupe de travail « mobilité sud Esem » a organisé une première réunion publique dédiée aux difficultés de déplacements dans la région de l'Entre Sambre et Meuse.

Les problèmes de mobilité rencontrés sont basés sur des constats des habitants des communes. Dans les zones rurales, les déplacements en transports en communs ne sont pas toujours évidents.

Philippe Mouyart, du centre local de promotion de la santé Charleroi-Thuin donne un exemple : « *Les stages d'insertion professionnelle sont perturbés à cause des horaires de bus. Parfois le trajet dure plus d'une heure et il faut terminer sa journée plus tôt pour assurer son retour* »

La rencontre est à l'initiative d'institutions regroupées au sein d'une plateforme intersec-

torielle du sud de l'Entre Sambre et Meuse.

Cette plateforme est composée d'organismes issus de différents secteurs. Ensemble, ils travaillent sur le développement local et sur l'amélioration du bien-être des habitants de l'Entre Sambre et Meuse. C'est dans cette optique, qu'est née l'étude du « schéma d'accessibilité et de mobilité du sud de l'Entre Sambre et Meuse ». Elle concerne 12 communes (5 dans la Botte du Hai-

naut et 7 dans l'arrondissement de Philippeville).

L'enquête du schéma a pu être réalisée grâce au cofinancement de la Région Wallonne, le comité de développement stratégique Sud Hainaut et le Bureau Économique de la Province (BEP) de Namur.

À ce stade, nous ne pouvons pas encore parler de projet concret. Toutefois, plusieurs initiatives locales ont été présentées ; elles pourraient être développées à une échelle plus

large. Pour avancer vers la concrétisation, la plateforme a organisé des ateliers en groupes impliquant les acteurs locaux (conseillers en mobilité, représentants d'insertion socioprofessionnelle, bourgmestres...). En travaillant en collaboration, plusieurs pistes de solutions sont envisageables. Les résultats de l'étude sont prévus pour décembre 2012 - janvier 2013. ■

► Toute l'évolution de l'étude sur <http://sessam.platforme-esem.be>



Les acteurs locaux sont attentifs : ils pourront faire part de leurs attentes vis-à-vis de l'étude, au cours d'un débat participatif.